



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

27/11/2025

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 256 du 27 novembre 2025

Sommaire :

Luttes

Travailleurs privés d'emploi

Contre la répression patronale – Pour les libertés syndicales – Solidarité avec les salariés d'Arabelle Solutions

Lyon : ACI, Un nouveau scandale financier derrière la casse de l'industrie ?

Les familles d'accueil des Pyrénées-Orientales dénoncent un manque de moyens pesant sur la prise en charge des enfants

Arcelor Mittal : 27 novembre rassemblement des métallurgistes

Orangina doit rester à La Courneuve

Le scandale In Vivo

Séché Assainissement (34) : la grève a payé

Mobilisation des agents de la sûreté aéroportuaire à Marignane (13)

Économie

Stellandis: stratégie et prix de la force de travail

Les exigences du collectif des usagers du train Clermont - Paris

Aides publiques aux entreprises, omerta et mensonges d'Etat¹

Ferroglobe (Savoie) : quel avenir ?

HP annonce la suppression de 4.000 à 6.000 emplois

Solidarité internationaliste

Belgique : 3 jours de grève générale

Soirée de présentation du Guide et de la Cartographie des entreprises françaises d'armement complices d'Israël.

Luttes

Travailleurs privés d'emploi

" Contre les attaques du gouvernement, pour la défense de nos droits et pour notre dignité, mobilisons-nous partout en France la semaine du 1 au 6 décembre ! " : à l'appel de la CGT des Travailleurs Privés d'Emplois et précaires (CNTPEP CGT), une semaine de mobilisation est impulsée début décembre avec deux dates clés : la mobilisation et la grève nationale interprofessionnelle du mardi 2 décembre et la manifestation nationale des chômeurs du samedi 6 décembre.

" Le gouvernement prépare une nouvelle offensive contre les droits des privés d'emploi et des précaires : réduction des moyens de France Travail, fermetures d'agences, baisse des horaires d'accueil et renforcement du contrôle social. Il prévoit également de supprimer la prime de Noël, pourtant indispensable pour les plus modestes. " rappelle la CGT des chômeurs et précaires.

" Face à ces attaques, nous défendons une autre voie : indemnisation à 100 %, réouverture des accueils physiques, fin de la stigmatisation, revalorisation des salaires et prestations, taxation des profits et investissements dans les services publics. " affirme encore le CNTPEP CGT.

Contre la répression patronale – Pour les libertés syndicales – Solidarité avec les salariés d'Arabelle Solutions

Dans un communiqué, les fédérations CGT MÉTALLURGIE / FNME CGT/FNSCBA CGT et l'Union Départementale CGT du Territoire de Belfort expriment leur soutien total aux salariés et syndiqués CGT d'Arabelle Solutions, confrontés une nouvelle fois à des mesures de répression patronale. Le communiqué rappelle ceci : " Depuis plusieurs semaines, les salarié·es de cette filiale du groupe EDF se sont mobilisés afin de faire valoir des revendications légitimes portant sur la reconnaissance de leur travail, la tenue des engagements pris par la direction et l'amélioration de leurs conditions de travail. Après 16 jours de grève, une mobilisation digne et responsable pourtant, la direction d'Arabelle Solutions a choisi, comme lors de précédents conflits, d'engager une escalade répressive." Ainsi, six représentant·es du personnel CGT et l'UD CGT 90 ont été assignés en référé lors de l'action de grève et plusieurs salarié·es grévistes et représentants syndicaux CGT font désormais l'objet de convocations à des entretiens disciplinaires. Il s'agit évidemment d'intimider les salariés puis de les décourager dans leur engagement syndical. Selon le communiqué, : *"Cette répétition démontre une volonté patronale assumée de criminaliser l'action collective et de dissuader les salarié·es de revendiquer et de s'organiser avec la CGT."* L'UD90 CGT et la FTM CGT appellent à se mobiliser le 2 décembre jour des entretiens disciplinaire devant l'entreprise Arabelle Solution site de Belfort.

Lyon : ACI, Un nouveau scandale financier derrière la casse de l'industrie ?

Fin septembre, le redressement judiciaire de la holding du groupe ACI a été prononcé. Depuis, un nombre toujours plus important d'entreprises du groupe basculent à leur tour en procédure collective. Certaines sociétés ont déjà été liquidées, d'autres sont en redressement judiciaire, et malheureusement, d'autres encore pourraient y être prochainement contraintes. La situation est grave et appelle une mobilisation exceptionnelle. La holding, déjà placée en redressement judiciaire sera très probablement liquidée lors de l'audience du 25 novembre prochain au Tribunal de Commerce de Lyon.

ACI, un groupe dont l'histoire courte, démontre que des aides publiques données sans contrôle ni contrepartie, est une porte ouverte concernant des repreneurs qui pensent d'abord à leur enrichissement personnel et non au développement industriel et aux salariés et leur famille. Depuis plusieurs semaines, après de multiples visites dans les préfectures et jusqu'au ministère, notamment lors du déplacement du 18 novembre, nous nous battons pour assurer le versement des salaires, combler les retards de paiement, et protéger les familles plongées dans des difficultés financières inacceptables.

Pour la CGT : " notre combat porte également sur l'avenir industriel des sites du groupe : nous exigeons l'arrivée de repreneurs solides, capables de réindustrialiser durablement les sites, de préserver les emplois, et de donner une perspective à l'ensemble des salariés. Nous y travaillons activement et au quotidien. Dans ces moments difficiles, la solidarité est essentielle. La CGT reste pleinement engagée aux côtés des salariés dans le but d'obtenir des solutions concrètes, des garanties sociales, et une véritable stratégie industrielle pour l'ensemble du groupe ACI."

Face à l'échéance déterminante du 25 novembre, La CGT a lancé un appel clair à la grève dans tout le groupe ACI, afin de permettre la mobilisation la plus massive possible des salariés concernés.

Les familles d'accueil des Pyrénées-Orientales dénoncent un manque de moyens pesant sur la prise en charge des enfants

Le 20 novembre, journée mondiale pour les droits de l'enfant. Dans les Pyrénées-Orientales, les assistants familiaux, ceux et celles qui accueillent les enfants placés, sont en colère. Céline Villagrasa, déléguée CGT et assistante familiale réclame de meilleures conditions de travail.

Céline Villagrasa est déléguée CGT pour les assistants familiaux du département. La semaine dernière, elle a rencontré Hermeline Malherbe, la présidente du Conseil départemental. Et le rendez-vous ne s'est pas très bien passé selon elle : *"Sur la table des négociations, on 'na pratiquement rien obtenu. Nous, ce qu'on demande, c'est l'augmentation de l'indemnité journalière - elle est actuellement de 15 euros par enfant par jour - au niveau de la moyenne nationale qui est de 20 euros par enfant et par jour."*

La présidente du Département s'est défendue en assurant que le désengagement de l'État contraignait la collectivité à des économies. "Nous avons conscience que l'État se désengage financièrement. Le problème, c'est qu'à un moment donné les élus ont une responsabilité politique, ça ne peut pas retomber sur les enfants" pour Céline Villagrasa.

Arcelor Mittal : 27 novembre rassemblement des métallurgistes

Le 27 novembre 2025 est une date importante pour l'avenir des usines ArcelorMittal mais aussi pour l'ensemble de la sidérurgie de notre pays. Cette journée dépasse le cadre d'ArcelorMittal, c'est un premier signal fort que nous enverrons aux différentes multinationales menaçant nos emplois et nos industries. Nous sommes tous concernés et devons tous lutter contre la mort lente, mais certaine, de notre industrie. Alors que les mauvaises nouvelles s'enchainent à un rythme effréné (PSE, délocalisations, liquidations judiciaires...), pas un jour ne se

passé sans une mauvaise nouvelle. Ce 27 novembre 2025 un projet de loi visant à nationaliser les actifs d'ArcelorMittal France sera déposé à l'Assemblée nationale. La FTM-CGT appelle les syndicats de la Métallurgie d'Ile de France, à venir soutenir les Camarades lors de ce rassemblement.

Séché Assainissement (34) : la grève a payé

Selon le journal *La Marseillaise*, après une semaine de grève et un blocage afin de dénoncer des conditions de travail dégradées, les salariés du site de Béziers et la direction ont trouvé un terrain d'entente. Une partie de leurs revendications a été entendue.

Mobilisation des agents de la sûreté aéroportuaire à Marignane

Les agents de la sûreté de l'aéroport Marseille-Provence, salariés d'ICTS, sont en grève le mardi 25 novembre, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ils pointent des conditions de travail « intenable » et le non-respect des accords d'entreprise.

Orangina doit rester à La courneuve (93)

Le 19 novembre, la quasi-totalité des salariés du site Orangina de la Courneuve (93) était en grève et a investi les rues de la ville pour dire non à la fermeture de leur usine. Forte du soutien de la municipalité communiste, ainsi que de nombreux militants Cgt de professions diverses, la mobilisation monte en puissance. Le même jour, les syndicats Cgt des sites de Gadagne (84) et de Meyzieux (69) ont lancé un appel à la grève contre la fermeture de l'usine de La Courneuve, revendiquant la sauvegarde de l'outil industriel et les emplois au sein du groupe Suntory.

Selon la FNAF-CGT le message est clair, les syndicats CGT ne laisseront pas le poison de la division se répandre au sein des salariés du groupe. Implanté depuis 50 ans à la Courneuve, l'usine produit de nombreuses boissons très populaires telles qu'Orangina, Schweppes, Canada Dry et bien d'autres. Largement plébiscitées par les consommateurs, ces productions ont permis au groupe Suntory de se hisser à la deuxième place au niveau européen et d'engranger des profits colossaux en hausse constante. En 2023, le chiffre d'affaires du groupe a atteint 10,5 milliards d'euros ! Il y a là de quoi satisfaire nos légitimes revendications. L'Ile-de-France représente le plus important bassin de consommation. Les choix imposés par la direction sont inadmissibles ! Uniquement guidés par la soif de profits supplémentaires, la direction agit au détriment des salariés, de la qualité des produits et de l'environnement. Plus que jamais, la nationalisation des grands groupes de l'agro-alimentaire est une exigence incontournable.

Pour sauver le site et les emplois, la CGT exige dès maintenant : " un moratoire sur les licenciements, le maintien de l'outil industriel et des machines, la préservation de la marque à La Courneuve... de nouvelles actions sont en préparation."

Tarn : Le scandale In Vivo

Le mastodonte de l'agro-alimentaire In Vivo a annoncé aux 26 salariés du Moulin de Saint-Genest-de-Contest leur licenciement prochain ! Le Moulin existe depuis 1910... Il a toujours produit de la farine. Faisant partie des principaux acteurs de la filière de transformation des céréales locales et est à ce titre un acteur assurant du revenu pour les paysannes et paysans. Dorénavant vers qui les agriculteurs Tarnais, se tourneront pour moudre leur blé ? Et à quel prix maintenant ? Ces céréales ne vont-elles pas maintenant parcourir des kilomètres pour être transformées puis revenir ensuite dans notre département ? Encore un système qui va à l'encontre de notre souveraineté alimentaire. En 2005 le moulin a été racheté par Soufflet, puis en 2021 par IN VIVO. En fait selon la CGT et la Confédération Paysanne du Tarn : " *C'est le droit de mouture qu'IN VIVO a racheté. Ce droit de mouture sera rapatrié dans un moulin déjà existant en région Parisienne sous prétexte d'une perte de compétitivité.*"

CGT et CP exigent que le moulin reste dans le Tarn ! et d'ajouter : " *Le Département du Tarn, est-il programmé pour voir, fermer ses entreprises, les unes après les autres ? Combien d'emplois vont encore être supprimés dans le Département avant que les élus du territoire se réveillent et réagissent ? L'employeur IN VIVO qui met en avant ses raisons économiques pour liquider le Moulin, se garde bien de préciser qu'il a pratiqué un chantage afin que le CSE (Comité de représentation du personnel) ne mandate pas d'expertise économique... permettant d'objectiver ou non des difficultés économiques.... Pas d'expertise, donc pas de transparence et plus d'argent pour le plan social !!!*"

Les salariés, soutenus par la CGT du TARN et la Confédération Paysanne 81 se sont mis en grève le jour de la négociation avec la direction... Ils souhaitent ainsi peser sur le plan social. Bien décidés à se battre pour sauver leurs emplois, face à un groupe qu'ils qualifient " *de requin de la finance*". Pour eux derrière les beaux discours sur l'agriculture française ce sont encore des emplois et des savoirs faire qui vont disparaître du Département.

Stellantis: stratégie et prix de la force de travail

Stellantis a décidé d'augmenter la production de son modèle C3 qui rencontre un grand succès commercial. Il produira 40.000 C3 supplémentaires en Serbie dans son usine *modernisée*. Jusqu'à présent cette production s'effectuait dans une usine en Slovaquie mais ce site, qui monte aussi des Opel Frontera, est saturée. Sinon, il est toujours question de fermer le site de production de Poissy, produisant un modèle en perte de vitesse, dans un contexte de difficultés du marché automobile explique la Direction. Tout est donc relatif, surtout sans doute au prix de la main d'œuvre !

Les exigences du collectif des usagers du train Clermont - Paris

La situation de la ligne Paris-Clermont est particulièrement dégradée, cela depuis longtemps. Cette situation handicapant les usagers de la ligne pèse aussi sur l'activité économique de la région. Le collectif des usagers du train Clermont - Paris mène régulièrement des actions pour obtenir une amélioration significative. A sa manière, elle souhaite la *bienvenue* à Jean Castex. Il vient d'écrire au nouveau président de la SNCF, ainsi qu'au Premier ministre Sébastien Lecornu et au ministre des Transports Philippe Tabarot, afin de demander ce qu'ils comptent faire après 2028. il faut en effet attendre 2028, moment où en principe, tous les gros travaux engagés seront terminés et lorsque toutes les nouvelles rames Oxygène seront en service, sans retrouver pour autant les temps où les Intercités s'appelaient Téo : le train sans arrêt, qui mettait 2h59 entre Clermont et Paris il y a une quinzaine d'années. Le temps de parcours prévu en 2028 est annoncé en 3h06. C'est seulement quelques minutes gagnées par rapport à la situation actuelle. Selon le Comité des Usagers, il faut déjà prévoir les investissements pour les années suivantes afin de ne pas laisser à nouveau la qualité de service se dégrader peu à peu. Au sujet des tarifs, le collectif demande donc un moratoire jusqu'en 2028 et même un retour aux tarifs de 2024. Ensuite, il souhaite la mise en place d'un système de critères de qualité de service (retards, trains supprimés, etc). Si les objectifs ne sont pas atteints, les augmentations ne seraient pas possibles.

Aides publiques aux entreprises, omerta et mensonges d'Etat

La décennie politique écoulée aura bien été celle du pillage éhonté et à grande échelle des caisses publiques par le patronat, avec la complicité active de l'Etat profond.

Depuis quelques mois, le mur du silence se fissure. Le débat monte autour des aides publiques aux entreprises, de leur efficacité, et du grevage des finances de l'Etat – au cœur d'un contexte de coupes dans les dépenses sociales et d'attaques démagogiques à tout va contre les chômeurs, les pauvres, les allocataires du RSA.

La réalité des aides publiques et la preuve de la collusion patronale-gouvernementale

Des enquêtes, notamment de Médiapart et de l'Humanité ont permis de cerner un peu plus l'ampleur du dégât, à savoir qu'un tiers du budget de l'Etat part chaque année dans les poches des actionnaires et des grandes fortunes du pays.

Bien entendu, à l'omerta et l'opacité (d'Etat!) au sujet du scandale que représente cet assistanat massif, discrétionnaire et au service exclusif des grands groupes et de leurs actionnaires et propriétaires, s'ajoute la complicité active des journalistes de préfecture ayant agité, agitent, et agiteront le spectre du « complotisme » tant la petite caste au pouvoir s'est habituée à un train de vie hors sol et insupportable pour des millions et des millions de Français écrasés par la précarité, le chômage, les bas salaires, la dégradation de la protection sociale et des services publics.

Car, oui, l'oligarchie et ses relais médiatiques ne veulent pas lâcher la poule aux œufs d'or. Dans le même temps, ils veulent imposer budget austéritaire sur budget austéritaire sous prétexte de « dérapage des comptes publics », « dérapage » dont ils sont seuls responsables et bénéficiaires exclusifs.

Quelques milliers d'ultrariches siphonnent les comptes de l'Etat

Deux journalistes du *Nouvel Observateur*, dans un livre intitulé « le Grand détournement » ont récemment enfoncé le clou et chiffrent à 270 milliards par an le montant des aides aux entreprises : « *C'est l'histoire d'un hold-up. Sans arme ni violence, mais orchestré avec l'aval des gouvernements successifs depuis trois décennies.* »

Dans cet ouvrage, les auteurs ont cherché à recenser les trois formes d'aides que sont les exonérations de cotisations, les subventions directes et les niches fiscales. Selon leurs recherches, les aides aux entreprises ont explosé depuis 2001. Alors qu'elles représentaient déjà 30 milliards par an dans les années 1990, elles ont atteint de nouveaux records à chaque nouveau gouvernement. Elles représentent désormais 270 milliards par an.

En clair : les travailleurs, subissant déjà l'exploitation capitaliste et le vol du fruit de leur travail, sont contraints de compenser les effets de la crise d'un système capitaliste à bout de souffle, par la ponction contrainte et opaque des caisses publiques par l'Etat et les gouvernements au profit des actionnaires et des patrons.

Ajoutons qu'il s'agit aussi, au travers des budgets austéritaires et militaristes, de faire payer au Peuple la facture du réarmement massif et colossal engagé par l'Etat français, au bénéfice, là encore exclusif, du patronat de l'armement et du complexe militaro-industriel.

Soulignons enfin ce chiffre effarant relevé par les journalistes du Nouvel Observateur : les cotisations patronales représentaient autrefois 45 % du salaire brut d'un salarié payé au SMIC, aujourd'hui cette part est tombée à 6,9 %. Une illustration éclatante de la lutte des classes en France.

Mensonges d'Etat

Nié par la presse patronale, le scandale des aides publics explique en partie le « dérapage des comptes publics », ce qui n'empêche pas les ultra-libéraux d'utiliser cet argument afin de justifier les coupes dans les dépenses publiques,

Une lettre confidentielle révélée cet automne a démontré que Bruno Le Maire avait averti Emmanuel Macron de l'insincérité du budget 2024, avec 40 milliards d'euros de déficit supplémentaire. L'ancien ministre de l'Économie affirme d'autre part avoir alerté à plusieurs reprises l'Élysée sur le dérapage des comptes publics en 2023 et 2024.

Bien entendu, personne ne peut croire Bruno Le Maire lorsque ce dernier affirme qu'il n'arrive toujours pas à expliquer la soi-disant énorme erreur d'estimation de Bercy dans le calcul des recettes : 20 milliards de différences.

Oui, ces mensonges, car il s'agit bien de mensonges organisés au plus haut niveau de l'Etat, ont porté atteinte à la sincérité des budgets présentés et, il faut le dire, aux élections législatives anticipées de 2024.

Tout est lié, la politique pro-patronale (qui justifie tous les excès) a explosé tous les compteurs jusqu'au dérapage budgétaire « de trop » : le pillage prolongé et avide des comptes publics doit être caché et compensé par une austérité XXL : en clair, les travailleurs et les travailleuses doivent payer de manière à garantir les profits d'une poignée de parasites.

Pour rappel, en 2023, le solde budgétaire de l'Etat s'établissait à -173,0 milliards d'euros tandis qu'en 2024, il s'élevait à -155,9€ milliards d'euros. Sous Emmanuel Macron, la dette de la France culminait à la fin du premier trimestre de 2025 à 3.345,4 milliards d'euros, soit 113,9% du PIB.

Reprendre le contrôle de nos vies

La politique pro-patronale a des effets très concrets sur nos vies quotidiennes et les capacités des uns et des autres à vivre une vie digne, sans précarité ni peur du lendemain. Le budget 2025 représente, comme celui des années précédentes, des « cures » violentes austéritaires.

A l'exploitation « ordinaire » capitaliste s'ajoute donc non seulement la ponction illégitime et non consentie des ultrariches et des patrons dans « le pot commun » mais aussi tout un appareil sécuritaire et répressif (police, justice, médias mais aussi CAF, France Travail...) chargé de faire respecter l'ordre social et la dégradation brutale de nos conditions de vies.

Il nous faut donc reprendre la main sur nos propres vies et sur la société toute entière. Et cela passe par renverser l'ordre social et politique, déséquilibré et injuste. Il est impératif d'imposer la justice sociale et fiscale maximale, et la démocratie totale. Nous pouvons et devons mener de front deux luttes liées entre elles : imposer l'augmentation des salaires (+ 300 euros pour tous et toutes), le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles) et l'interdiction de tous les licenciements. Et, dans le même temps, convaincre partout que c'est par l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme que nous parviendrons à imposer une société de justice sociale intégrale, dirigée par les créateurs des richesses, les travailleurs et les travailleuses eux-mêmes.

Ferroglobe (Savoie) : quel avenir ?

Les usines de Ferroglobe sont à l'arrêt depuis fin septembre. Le fabricant de silicium est pris dans la tourmente de la concurrence chinoise qui inonde le marché européen. L'entreprise perd également son marché américain, à cause de l'augmentation des droits de douane du Président Donald Trump. **Conséquence : les 450 salariés des trois sites de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont au chômage partiel.**

Le 22 octobre 2025 à Hermillon la CGT a tenu une conférence de presse avec les salarié·es de Ferroglobe Montricher, les Unions Départementales de la Savoie, de l'Ain et de l'Isère, ainsi que la Fédération CGT de la Chimie. Objectif : alerter sur la crise qui frappe la filière silicium, menacée à la fois par le dumping chinois et par les choix industriels défailants du groupe Ferroglobe. Trois sites sont déjà placés en activité partielle : Montricher (Savoie), Les Clavaux (Isère) et Anglefort (Ain). La CGT exige des mesures antidumping immédiates, des investissements durables, la garantie des emplois et des salaires, et la mise en œuvre d'une véritable stratégie industrielle nationale. Elle refuse que les salarié·es paient pour les erreurs d'un groupe international. L'Union Départementale CGT de la Savoie alerte une nouvelle fois au sujet de la situation

alarmante de la filière silicium, et plus particulièrement du site de Montricher-Albanne. Cette filière, essentielle pour la transition énergétique (photovoltaïque, batteries, aluminium, santé), subit aujourd'hui une guerre économique mettant en péril son avenir et des centaines d'emplois en Maurienne, en Isère et dans l'Ain.

Les producteurs chinois inondent le marché européen par des prix artificiellement bas — environ 1.500 € la tonne, contre 2.000 € de coût de production en France — tout en s'appuyant sur une production à très forte empreinte carbone. Cette concurrence déloyale fragilise directement les trois sites français du groupe, déjà contraints au ralentissement. Mais cette crise ne saurait être imputée uniquement à la pression internationale. Elle est aggravée par l'absence de stratégie industrielle durable du groupe Ferroglobe, qui n'a pas respecté ses engagements d'investissement, notamment les 20 millions d'euros promis après la fermeture du site de Château-Feuillet. A cela s'ajoute un nouveau contrat énergétique qui ne couvrira pas l'ensemble des besoins des sites, condamnant notamment Montricher à ne pouvoir fonctionner qu'une partie de l'année. Cette politique à deux vitesses crée une inégalité entre les usines et fragilise durablement la filière silicium en France.

HP annonce la suppression de 4.000 à 6.000 emplois

Le géant états-unien de l'informatique a annoncé, mardi 25 novembre, dans un communiqué, prévoir la suppression de 4.000 à 6.000 postes d'ici fin 2028 dans le cadre d'un plan d'adoption de l'intelligence artificielle (IA). Cette mesure pourrait toucher un peu plus de 10 % des effectifs, HP comptant actuellement 58.000 employés selon son dernier rapport annuel. Il s'agit d'une des premières fois où une entreprise de cette envergure établit publiquement un lien direct entre la réduction de ses effectifs et l'IA.

Solidarité internationaliste

Belgique : 3 jours de grève générale

Face aux réformes anti-ouvrières et la politique austéritaire du gouvernement belge, farouchement opposées au budget établi par le premier ministre, Bart De Wever, les organisations syndicales, largement sous la pression de la base ont appelé à trois journées de grève générale à compter du lundi 24 novembre. La Belgique n'a pas connu un mouvement d'une telle ampleur depuis les années 1980. La première journée de grève a été massive et a paralysé les transports aussi bien nationaux qu'urbains. Après les transports, lundi, le deuxième jour de la grève lancée par le front commun syndical concernait tous les services publics. Le troisième jour, c'est le secteur privé qui rejoindra le mouvement. Ce n'est pas l'accord de gouvernement, annoncé lundi à l'aube, qui freine l'ardeur des syndicats. FGTB, CSC et CGSLB demandent plus de justice fiscale et un examen des subventions aux entreprises. Les syndicats plaident aussi afin que *"chaque salaire soit soumis à des cotisations de sécurité sociale"* et continuent à fustiger la réforme des pensions ainsi que celle des statuts dans plusieurs professions. De nombreux piquets de grève combatifs sont organisés dans tous le pays.

Le chef du gouvernement auquel participe les socialistes flamands, n'entend pas revenir sur le contenu des réformes et de la politique contestées arguant qu'il n'existe pas d'autre voie que celle-là. Musique que nous connaissons parfaitement en France.

En France, en Belgique et dans les pays de l'Union Européenne, comme partout dans le monde la loi du capital domine. Dans un contexte de crise du capitalisme et d'exacerbation des affrontements au sein du système impérialiste, l'exigence d'une surexploitation du travail salarié conduit les forces politiques de droite et de gauche gérant les affaires dans les intérêts du capital, à attaquer les droits sociaux, les salaires, les libertés des travailleurs.

La question posée est la même en Belgique et en France : les stratégies syndicales doivent-elles se contenter d'une contestation de surface ou remettre fondamentalement en cause la politique capitaliste. Cette question est aussi évidemment posée en terme politique : peut on replâtrer le système et collaborer à son maintien ; ou s'organiser et se battre pour en finir avec le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Soirée de présentation du Guide et de la Cartographie des entreprises françaises d'armement complices d'Israël

Après la publication de la 2^e édition de son Guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël, le collectif Stop Arming Israel France invite à une soirée de présentation de ses recherches et des ressources qu'il met à la disposition de tous. Quelles sont les entreprises françaises qui participent au commerce d'armement avec Israël ? Où sont-elles implantées ? Comment agir pour stopper leur complicité ?

Jeudi 4 décembre - à partir de 18h30, 31 rue de la Grange aux Belles 75010

[1 https://unitecgt.fr/aides-entreprises-omerta-mensonges/](https://unitecgt.fr/aides-entreprises-omerta-mensonges/)

Brochure :

"Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service